Une seule solution pour tous les réfugiés : la fin du sionisme

Comité Action Palestine

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation. Du 15 au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de l’OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient quitté Beyrouth. L’objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine et faire du droit au retour un droit totalement illusoire. Il fallait avant tout de briser toute capacité et velléité de résistance des réfugiés palestiniens contre l’occupant sioniste.

Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un épisode dans le plan sioniste d’annexion et de judaïsation de toute la Palestine. L’ère des massacres commence dès la création de l’Etat d’Israël. Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine

(2002) ou de Gaza (2009 et 2014). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba, cette « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l'exil. Des années d'errance, des décennies dans des camps, niés de tous et privés de tous les droits, ils sont et restent le symbole de la politique d'épuration ethnique conduite par le colonialisme juif en Palestine. Les réfugiés palestiniens sont actuellement plus de 7 millions et constituent plus d'un tiers de l'ensemble des réfugiés dans le Monde. Depuis plus de 60 ans, ils attendent toujours l'application de leur droit au retour dans leurs foyers, reconnu par l'ONU en 1948 ! Qui mieux qu'eux symbolise l'exil et l'errance des peuples? Pourtant qui parle d'eux ? Qui exige que justice soit rendue ?

Si les réfugiés palestiniens n'intéressent personne au sein de la « communauté internationale », l'Europe semble soudain préoccupée par les réfugiés syriens. Un impressionnant tapage compassionnel a été orchestré dans les médias. Le bloc impérialiste, les Etats Unis et l'Europe en tête, organise le chaos en Syrie en attisant le conflit et propose en même temps d'accueillir des réfugiés. Comble du cynisme, il envisage d'intervenir militairement en Syrie afin de stopper leur afflux ! La raison de ce soudain intérêt pour ces réfugiés est uniquement économique car leur accueil est une aubaine pour l'Europe, notamment l'Allemagne, dont le déclin démographique explique le besoin d'une main d'œuvre qualifiée. Pour en comprendre aujourd'hui les enjeux, la question des réfugiés doit être envisagée dans sa globalité et non uniquement dans sa dimension humanitaire.

Aux origines du déplacement de population, il y a donc la guerre en Syrie. Dans ce conflit, il est évident que la France, l'Angleterre, Israël et les Etats-Unis principalement font faire le sale boulot à leurs vassaux : l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie et le Koweït… Il s'agirait d'en finir avec le régime de Bachar Al Assad. Mais leurs motivations

réelles sont d'affaiblir les nations arabes comme la Syrie, l'Irak et le Yémen, et la puissance économique montante qu'est l'Iran, en poussant les factions les unes contre autres. Au passage cela permettrait de consolider l'entité sioniste affaiblie par plusieurs défaites contre les résistances libanaises et palestiniennes. L'objectif stratégique global est de maintenir l'influence du bloc occidental dans la région. La devise américaine a toujours été : « Les Etats-Unis n'ont pas d'amis, mais que des intérêts économiques. » Si le chaos sert leurs intérêts économiques, ils feront de ces nations un champ de ruines…

Mais l'hégémonie occidentale et sioniste est en déclin. Les échecs répétés en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et très certainement à terme en Syrie en témoignent. Des puissances émergentes telles que la Chine, la Russie, de nombreux pays d'Amérique latine et des Etats du «Mouvement des Non-Alignés» (Venezuela, Afrique du Sud, Algérie…) s'opposent aux ingérences occidentales et à leur politique du canon au Moyen-Orient. Par ailleurs, les Occidentaux ont bien été obligés de négocier avec l'Iran sur le dossier du nucléaire et sont divisés sur l'intervention en Syrie. Si les marchands de canons ont tout à y gagner, les Etats occidentaux sortiront sans aucun doute encore plus exsangues d'une nouvelle confrontation.

En Palestine, le colonialisme juif poursuit son œuvre avec le blanc -seing des impérialistes, mais aussi de la plupart des Etats arabes, Jordanie, Egypte et Arabie Saoudite en tête. La France est elle aussi particulièrement démonstrative dans son soutien au sionisme. La « judaïsation » d'Al-Quds s'amplifie chaque jour et les assassinats racistes de Palestiniens de tous âges continuent. Mais le peuple reste déterminé et n'accepte ni les compromissions ni les concessions, refusant ainsi l'attentisme et le statu quo des organisations politiques. La résistance acharnée pour protéger la Mosquée al-Aqsa des colons sionistes en témoigne. Dans les prisons,

les résistants poursuivent aussi sans relâche leur combat.

Depuis plus de soixante ans, le peuple palestinien est toujours debout, résistant contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. En exil, les réfugiés gardent l'intime conviction que leur retour dans leurs foyers en Palestine est proche. Nous, membres du Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir leur lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

* La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

* La libération de tous les résistants emprisonnés.

(septembre 2015)

Tel-Aviv plage : le sionisme et la France

Comité Action Palestine (août 2015)

Le sionisme est à l'honneur ce mois d'août en France. La mairie de Paris organise un Tel-Aviv plage. A l'été 2014, l'entité sioniste commettait un nouveau massacre avec le

martyre de plus de 2000 Palestiniens dont au moins 550 enfants. Partout dans le monde, cela a provoqué une immense indignation et un élan de solidarité avec le peuple palestinien et ses organisations de résistance. En France, le gouvernement socialiste interdisait plusieurs manifestations de soutien au peuple palestinien. Un an après, la mairie de Paris, dirigée par les socialistes, met à l'honneur le sionisme en programmant l'opération Tel-Aviv sur Seine. Notre solidarité avec le peuple palestinien nous conduit naturellement à dénoncer cet événement. Mais faut-il s'étonner de cette initiative ? Il existe et il a existé entre ces deux entités haineuses des collaborations beaucoup plus dangereuses et scandaleuses. Pour ne citer que l'exemple le plus connu et très signifiant, le gouvernement socialiste de Guy Mollet avait aidé l'entité sioniste à mettre au point l'arme atomique. Plus largement, l'Etat français apporte un soutien inconditionnel à l'Etat colonial « israélien », au risque de mettre en péril ses propres intérêts stratégiques. A travers cet « événement festif », le parti socialiste affiche sa solidarité avec les criminels sionistes de Tel-Aviv. Rien de plus normal pour un parti colonialiste et raciste. Ce parti, mais aussi toute la classe politique française, partage la même conception du monde que l'Etat « israélien ». Dénoncer Tel-Aviv sur Seine en soi ne sert à rien. C'est l'implantation durable du sionisme en tant qu'idéologie et pratique au sein des institutions qu'il faudrait dénoncer et combattre. Pour cela, l'unité des forces doit être un objectif premier pour tous les pro-palestiniens sincères. C'est à cette seule condition que les anti-sionistes pourront inverser les rapports de forces.

Vive la résistance du peuple Palestinien.

Festival des Hauts de Garonne et Israël

Comité Action Palestine (juillet 2015)

Le 9 juillet 2015, le Festival des Hauts de Garonne s'ouvrira avec la prestation d'une chanteuse israélienne. Le site officiel du Festival la présente ainsi : « israélienne d'origine éthiopienne ayant déménagé enfant en Israël où elle a grandi dans une famille juive très religieuse ». Toujours d'après ce site, elle puiserait son inspiration dans cette « double culture ». Une simple recherche sur internet révèle que cette personne est née à Kyriat Arba, une colonie juive implantée dans la banlieue de la ville palestinienne d'al-Khalil (Hébron), en pleine Cisjordanie (Palestine occupée en 1967). Le Festival des Hauts de Garonne met donc à l'honneur une représentante de la politique coloniale sioniste en Palestine, en soulignant, entre autres, la religiosité de sa famille. Pourtant, les organisateurs de ce festival prétendent que leurs spectacles partagent la philosophie de la laïcité et de l'égalité. Il est vrai qu' « israël » est un symbole de laïcité, de fraternité et d'égalité…Un Etat colonial qui se définit comme juif et uniquement juif et dont les textes constitutionnels (Loi fondamentale) s'inspirent de la bible…Un an après le massacre à Gaza, c'est sans doute une façon de mettre à l'honneur un Etat qui ne recule pas devant le crime de masse…

Le 9 juillet 2014, l'entité sioniste lançait contre la bande de Gaza une guerre parmi les plus meurtrières de sa brève histoire. Après 50 jours de bombardements incessants, cette guerre allait laisser plus de 2000 victimes palestiniennes, dont près de 500 enfants et 300 femmes. 70 israéliens sont

tués, presque tous des soldats. On compte plus de 10000 blessés dont 3000 enfants, 470 000 déplacés. Des écoles, des hôpitaux, des mosquées, des villes entières sont détruites, rien ne sera épargné aux Palestiniens dans cette guerre asymétrique. Malgré tout, le monde ne pourra que constater la détermination de tous les Palestiniens, unis derrière leur Résistance, à ne rien céder à l'oppresseur sioniste. A travers la programmation de cette chanteuse, on peut noter le « respect » qu'exprime le Festival des Hauts de Garonne pour les peuples du monde !

Mais ne nous étonnons de rien, car il faut aussi se souvenir de juillet 2006. Une représentation théâtrale de la pièce « nous sommes les enfants du camp » par les enfants palestiniens de la troupe al-Rowwad était organisée les 5 et 6 juillet à Cenon par le Comité Action Palestine. Le Festival des Hauts de Garonne, initialement associé à l'organisation, avait pourtant apporté tout son soutien à la Ville de Cenon lorsque celle-ci avait décidé au dernier moment de retirer la mise à disposition de la salle Simone Signoret. Pour cette raison, la Ville de Cenon avait été condamnée par le Tribunal administratif de Bordeaux pour « atteinte à la liberté d'expression ». Aucune surprise donc quant aux choix de programmation du Festival des Hauts de Garonne. Sous couvert de culture, il s'agit en fait de la normalisation d'un Etat raciste.

Le Comité Action Palestine dénonce vivement la collaboration, sous toutes ses formes, avec la politique coloniale sioniste en Palestine. Il appelle tous les habitants de la Rive Droite à manifester leur désaccord face à cette propagande qui ne dit pas son nom. Toute forme de résistance au sionisme est à saluer, notamment en cette date anniversaire des Martyrs de Gaza !

« Gaza : La Résistance entre guerre et blocus » – Interview de Christophe Oberlin

A l'occasion de la venue de Christophe Oberlin à Bordeaux, le Comité Action Palestine l'a interrogé sur la situation à Gaza, la résistance, la position de l'Etat français sur la cause nationale palestinienne, et sur les mouvements de solidarité

Interview de Christophe Oberlin

Le Yémen d'une guerre à l'autre

par Comité Action Palestine (juin 2015)

Depuis l'invasion de l'Irak en 2003 et l'essor consécutif des tensions et des violences inter-communautaires entre Sunnites et Chiites provoquées par l'envahisseur américain, la vieille thèse culturaliste du conflit religieux a été remobilisée comme grille de lecture des enjeux et des rapports de force qui secouent le Moyen-Orient. L'armada des idéologues, politiques et politologues, journalistes et intellectuels médiatiques est là pour soutenir que les conflits en Irak, en Syrie, au Liban, à Bahreïn ou au Yémen et plus généralement

dans toute la région s’expliqueraient par une opposition irréductible entre deux versions de l’islam, sunnisme et chiisme, antagonisme que ces mêmes analystes utilisent comme prisme pour relire toute l’histoire du monde musulman depuis 14 siècles et justifier a posteriori leur conception erronée de la situation actuelle. Au regard des véritables causes qui sont d’ordre économique, politique et géopolitique, la thèse du conflit religieux apparaît comme une véritable idéologie qui sert à masquer les vrais intérêts en lutte, à tromper les peuples sur les véritables responsables du chaos et à mobiliser les soutiens internationaux pour telle ou telle partie engagée dans l’affrontement. Au Yémen, les différents ingrédients étaient présents pour qu’une telle explication acquiert du crédit, a savoir la présence d’une minorité chiite, d’Al Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA), d’un pouvoir soutenu par les Frères musulmans et de puissances étrangères comme l’Arabie saoudite et les Etats-Unis, tous ces différents acteurs nouant des alliances croisées et entrant dans des formes de lutte directe ou indirecte. En analysant les ressorts de l’intervention au Yémen de la coalition des Etats arabes dirigée par l’Arabie Saoudite depuis la fin mars 2015, nous essaierons de dégager les facteurs objectifs propres à la situation régionale et à la situation locale yéménite et infirmer par-là les explications qui accordent un poids au facteur religieux.

L’offensive militaire saoudienne en mars 2015 avait pour objectif de mettre un terme à l’insurrection houthiste qui regroupe la population de confession zaydite, une branche du chiisme, soulèvement qui avait vu la prise de Sanaa la capitale en septembre 2014 et la destitution du président Hadi en janvier 2015 soutenu depuis son accession au pouvoir en 2011 par la monarchie saoudienne. Depuis 2004, le Nord du Yémen où vit la population zaydite, est en rébellion contre le pouvoir central et contre le royaume saoudien, régime qui voit d’un très mauvais œil l’apparition de ce foyer révolutionnaire à sa frontière sud dont les revendications de justice sociale

risquent de faire tâche d'huile. Cette crainte est d'autant plus forte que l'Arabie saoudite tente en interne d'endiguer par tous les moyens la contestation de sa minorité chiite. Autrefois alliée des Zaydites quand le Yémen du Nord royaliste combattait la République yéménite du Sud soutenue par l'Egypte de Nasser, l'Arabie saoudite les combat aujourd'hui par tous les moyens à sa disposition, notamment en s'alliant à ses ennemis héréditaires, les Frères musulmans qui contrôlent le pouvoir par l'intermédiaire du président Hadi depuis le soulèvement de 2011 au cours duquel le président Saleh avait été évincé. A travers ces retournements d'alliance, il est possible de voir que le facteur religieux ne saurait être un facteur explicatif des évènements qui tourmentent le Yémen depuis des décennies.

L'insurrection houthiste, aussi appelée guerre du Saada du nom de la région nord-ouest du pays qui concentre la population zaydite, débute en juin 2004 mais plonge des racines dans le passé lointain et proche du Yémen. Parmi les causes lointaines, la suppression de l'imamat zaydite suite au coup d'Etat républicain de 1962 soutenu par l'Egypte de Nasser constitue sans doute l'élément le plus décisif. En effet, la disparition de cet imamat multiséculaire est vécue par les habitants du Saada comme une oppression religieuse mais elle signifie aussi l'incapacité pour cette population de s'organiser politiquement, la destruction d'une structure institutionnelle dans laquelle elle pouvait gérer les problèmes de la vie quotidienne, faire des choix relatifs au présent et à l'avenir. Le coup d'Etat de 1962 sera suivi d'une décennie de guerre entre les républicains pronassériens et les royalistes zaydites soutenus par l'Arabie Saoudite. Concernant les causes de l'insurrection houthiste dans un passé récent, il faut sans doute remonter à la réunification du Yémen en 1990, évènement qui va accentuer la marginalisation socio-politique de la population chiite. La réunification a pour conséquence de faire perdre aux zaydites toute capacité politique, toute possibilité d'influencer les décisions du

pouvoir central. Dans le cadre du Yémen réunifié, la population zaydite devient une minorité démographique, pauvre économiquement, marginalisée socialement, brimée dans l'exercice de son culte religieux et exclue politiquement des grandes décisions. En juin 2004, suite à l'arrestation de plusieurs dirigeants chiites, le soulèvement éclate et en septembre le leader de l'insurrection, Hussein Al Houthi, sera tué par l'armée. Le mouvement insurrectionnel prend alors le nom du martyr et organisé dans le cadre du parti Ansar Allah, va mener une guerre aux autorités qui reçoivent le soutien militaire des Saoudiens. Ces derniers vont intervenir directement à deux reprises dans le conflit au cours de la décennie, en 2004 et en 2009, mais sans jamais parvenir à porter un coup sérieux au mouvement de rébellion. La guerre semble s'enliser, ayant entrainé des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés, mais lorsqu'en 2011 le pays est secoué par un soulèvement général à l'instar de nombreux pays arabes, les Houthis acceptent de participer à la Conférence du dialogue national qui regroupe toutes les forces politiques du pays. Suite à l'accord du 23 novembre 2011, une transition politique est organisée dans laquelle la communauté zaydite ne semble avoir obtenu aucun gain. Le président Saleh est démis de ses fonctions mais jouit d'une immunité qui irrite l'organisation houthiste qui appelle à son jugement pour crimes de guerre. En outre, son successeur, Abd Rabbo Mansour Hadi, est contrôlé par le parti El Islah des Frères musulmans allié à l'Arabie saoudite, qui va utiliser son influence pour nuire aux intérêts des Zaydites.

Cependant, le facteur qui va précipiter les évènements, l'offensive de la guérilla et l'extension des régions sous son contrôle, c'est la décision prise par la Commission chargée du découpage du pays de transformer le Yémen en Etat fédéral constitué de six zones, la province du Saada étant rattachée à la capitale Sanaa. Or, la zone où se retrouvent les Zaydites ne dispose pas de ressources naturelles et n'a pas d'accès à la mer. D'autre part, ceux-ci se retrouvent sous la dépendance

politique directe de la capitale, chose qu'ils ont toujours rejetée, refusant de perpétuer la soumission à un pouvoir honni. D'autres éléments sont à l'origine de l'offensive d'Ansar Allah et parmi lesquels le renforcement d'Al Qaïda dans les régions de l'est du pays, autre grande menace à côté de celle du pouvoir central. En l'espace de quelques mois, les insurgés houthis conquièrent les villes principales, Sanaa la capitale en septembre 2014, puis Taëz et Aden (respectivement troisième et deuxième villes du pays) en mars 2015. La rapidité avec laquelle la progression territoriale de l'insurrection s'est réalisée n'aurait pas été possible si une partie de la population sunnite n'avait adhéré au message de justice sociale porté par le mouvement chiite et sans le ralliement au mouvement insurrectionnel d'une partie de l'armée restée fidèle à l'ancien président Ali Abdallah Saleh. D'une part, les sunnites qui partagent la cause zaydite appartiennent à l'école chaféite dont la doctrine et la pratique religieuse sont très proches de l'islam chiite zaydite contrairement aux représentations médiatiques véhiculées sur une opposition irréductible entre sunnisme et chiisme. Mais surtout les sunnites yéménites ont en détestation un régime corrompu, répressif, à la solde des princes saoudiens et miné par une grave crise économique qui a vu les prix des biens de première nécessité s'envoler au cours des dernières années. De l'autre côté, Saleh et ses partisans, autrefois ennemis de la cause zaydite (même si Saleh est lui-même zaydite) ont su nouer une alliance avec Ansar Allah à la fois parce qu'ils ont été évincés du pouvoir et parce qu'ils refusent l'ingérence saoudienne dans les affaires internes depuis que le parti El Islah des Frères musulmans s'est emparé du pouvoir. Encore une fois, l'aspect religieux semble secondaire par rapport aux déterminants politiques, même si l'Arabie Saoudite, les Frères musulmans ou d'autres acteurs sur le terrain comme AQPA ou l'Etat islamique voudraient voir le conflit se confessionnaliser.

Conjoncturellement, c'est la prise des villes du Sud comme

Taëz ou Aden par les Houthis et la possibilité de contrôler le détroit de Bab Al Mandab qui ont déterminé le Royaume saoudien et les Etats arabes coalisés à déclencher l'intervention armée. Economiquement, ce détroit est d'une importance stratégique puisqu'il représente 38 % du trafic mondial et qu'il donne accès au canal de Suez. Pour l'Egypte, ainsi que l'ont affirmé ses officiels, la prise du détroit par Ansar Allah est une « ligne rouge » à ne pas franchir. Pour l'Arabie Saoudite, une telle situation était inacceptable car la totalité de ses exportations d'hydrocarbures à destination de l'Asie transite par Bab Al Mandab. Israël craignait aussi que son port d'Eilat situé en Mer Rouge ne soit pris en otage. Ce facteur d'ordre économique et stratégique explique sans doute le jeu d'alliances que les Saoudiens ont réussi à tisser pour lancer l'offensive contre le Yémen ainsi que le calendrier de l'intervention.

Cependant, structurellement, l'agression contre le Yémen était déjà inscrite dans l'agenda saoudien en raison de la menace que fait peser un mouvement insurrectionnel à sa frontière, de la possibilité que ce mouvement fasse tache d'huile et n'alimente la contestation chiite sur son propre territoire et surtout pour tenter de contenir, d'endiguer l'influence régionale de l'Iran. Ce facteur régional semble prépondérant pour cerner les ressorts du conflit au Yémen ainsi que la guerre entreprise par la coalition arabe avec la bénédiction US. En effet, un antagonisme violent anime les rapports entre la monarchie saoudienne et l'Iran, une lutte à mort est engagée entre deux nations lancées dans le leadership régional que tout oppose, le modèle de développement économique, la nature du rapport à l'Occident, le projet politique et l'idéologie. Depuis sa révolution islamique en 1979, l'Iran a d'abord connu une phase extrêmement difficile à cause de la guerre avec l'Irak (1980-1988) dont les Occidentaux apparaissent comme les instigateurs, de l'embargo imposé par les Etats-Unis depuis 1995 et du chantage exercé par les grandes puissances sur son industrie nucléaire depuis le début

des années 1990. Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus favorable, et malgré l'adversité qu'il a dû endurer, l'Iran a réussi à se développer industriellement et à se constituer une zone d'influence dans la région moyen-orientale. Cette zone d'influence ne cesse de s'étendre et regroupe dans un même espace d'alliances le Liban (Hezbollah), l'Irak et la Syrie. A Bahreïn, la majorité chiite s'est déjà soulevée contre le régime en 2011 et il a fallu les chars saoudiens pour maintenir au pouvoir la dynastie des El Khalifa. C'est dans ce cadre général de l'extension de la zone d'influence iranienne qu'il faut appréhender le bellicisme de l'Arabie Saoudite et prendre la mesure de sa détermination à agresser le Yémen. Deux types d'Etat aussi différents, visant tous les deux à une certaine forme d'hégémonie régionale, ne peuvent pas coexister sur le long terme dans un espace aussi instable que le Moyen-Orient. D'un côté l'Arabie Saoudite est une économie rentière, totalement dépendante de ses exportations vers les marchés mondiaux et important la totalité de ses produits de consommation, sans projet de développement industriel, plaçant au mieux ses rentrées de devises sur les places financières internationales. La sécurité de cet Etat est assurée en interne par une répression féroce et en externe par les Etats-Unis pour lesquels en contrepartie il joue de manière générale le rôle de supplétif régional. Ce régime éculé, gouverné par une oligarchie clanique, est à la tête de la contre-révolution qui agite le monde arabe, finançant et armant les groupes djihadistes chargés de générer le chaos, utilisant le wahhabisme comme moyen de confessionnaliser des conflits faute de projet politique. A l'inverse, la République islamique d'Iran s'est édifiée politiquement dans l'anti-impérialisme et dans une stratégie de développement économique autocentré. La montée en puissance de cet Etat le pousse, à la fois pour assurer sa survie face à la multitude d'ennemis et pour promouvoir ses intérêts, à étendre sa zone d'influence en soutenant les mouvements insurrectionnels dont il peut se faire des alliés. Ainsi l'agression des Etats arabes coalisés contre le Yémen peut être analysée comme un moyen d'empêcher

que l’axe de résistance au sionisme et à l’impérialisme ne se renforce, pour éviter un basculement du rapport de force régional au profit de l’Iran et de ses alliés. Comme dans les autres scènes de conflit au Moyen-Orient ou dans le monde arabe en général, il est possible de voir que la dimension régionale voire internationale est prédominante sur les facteurs locaux et en ce sens les peuples ne peuvent espérer récupérer une maîtrise sur leur destinée qu’en situant leur action dans une dimension qui soit d’emblée globale.

« Gaza : la Résistance entre guerre et blocus »

Conférence-débat avec Christophe Oberlin

organisée par le Comité Action Palestine

le 26 juin à 19h00 à l’Athénée municipal à Bordeaux (place St Christoly; Tram A et B, arrêt Hôtel de Ville)

9 juillet 2014 : Israël lance une nouvelle attaque contre Gaza et bombarde sans discontinuer la population palestinienne lui faisant subir les pires atrocités. L’agression durera un mois et demi. Plus de 2000 Palestiniens tomberont en martyrs dont un grand nombre d’enfants. Des écoles, des hôpitaux, des mosquées, des villes entières sont détruites, rien ne sera épargné dans cette guerre asymétrique.

Le 12 juillet, il y a déjà 160 morts et plus de mille blessés lorsque Christophe Oberlin s’adresse au président de la République et aux politiciens français dans une vidéo accusatrice : « Lettre ouverte à François Hollande et autres racistes qui nous dirigent ». Il y dénonce notamment un Etat

français colonialiste et complice d'Israël, un Etat Français donc complice de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Christophe Oberlin est chirurgien et professeur de médecine à la faculté Denis Diderot à Paris. Il est en charge de deux diplômes d'université, et participe depuis trente ans à des activités de chirurgie humanitaire et d'enseignement au Maghreb, en Afrique sub-saharienne et au Moyen Orient. Il dirige régulièrement depuis 2001 des missions chirurgicales en Palestine, particulièrement dans la bande de Gaza qu'il connait bien

Mais son engagement est aussi politique. Ainsi, il témoigne de ce qu'il observe sur le terrain, au travers d'interviews, d'articles de presse et a publié plusieurs livres notamment sur l'histoire de Gaza, la situation en Palestine occupée et en 2014 « Le Chemin de la Cour – Les dirigeants israéliens devant la Cour pénale internationale ».

Il soutient le droit à la Résistance du peuple palestinien et pour lui le combat du mouvement de solidarité pour la Palestine doit avoir lieu en France où il dénonce l'islamophobie politique et le double discours sur la liberté d'expression.

Le Comité Action Palestine accueillera Christophe Oberlin de retour de Gaza pour une conférence débat. Il nous donnera sa vision sur la situation à Gaza et plus généralement sur la résistance en Palestine.

CONFERENCE-FORMATION sur les mécanismes de la domination coloniale

« L’autre 8 mai 1945»

jeudi 11 juin 2015 à 20h30,

à l’Athénée Municipal de Bordeaux

(Place St Christoly, Tram A et B, arrêt Hôtel de ville)

Le Comité Action Palestine vous propose en 2015 un cycle de soirées-formations, ouvertes à tous, autour de films et de documentaires sur les « mécanismes de domination coloniale ».

Depuis 70 ans, le 8 mai est célébré chaque année en France et ailleurs comme la victoire sur l’Allemagne nazie mais cette date clé de l’histoire moderne est synonyme de deuil pour les Algériens. En effet, le 8 mai 1945, des manifestations à Sétif, Guelma et Kherrata pour réclamer l’indépendance en ce jour de symbole de la libération vont être réprimées avec une sauvagerie sans précédent. L’armée française peu glorieuse face aux contingents allemands va utiliser tous son arsenal pour écraser une population dont le seul tort avait été de scander dans les rues : « Libérez Messali, vive la liberté ». Les attaques au sol, par mer et par air vont en l’espace de quelques jours entrainer le massacre de 45000 Algériens. La répression du 8 mai 1945 constitue à bien des égards le prélude de la guerre de libération algérienne. De manière assez visionnaire, le général-bourreau Henry Martin va déclarer au lendemain du massacre : « Je vous ai donné la paix pour 10 ans ! Si la France ne fait rien tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable ».

Les extraits documentaires présentés au cours de la soirée s'inspirent des archives du gouvernement français, des services secrets anglais et américains, donnent la parole aux Algériens qui ont survécu à la répression ainsi qu'aux témoins des événements, à ceux qui ont pu constater à quel point le colonialisme est un système barbare. Ces documents nous aideront à réfléchir au cours du débat qui suivra sur ce que sont les mécanismes de la domination coloniale, mécanismes toujours à l'œuvre dans différentes régions du monde, en particulier en Palestine.

Ouvert à tous, sans frais de participation

Les conférences-formation du COMITE ACTION PALESTINE

Dans la continuité du forum organisé en juin 2009 sur la Palestine et le fait colonial en général, le Comité Action Palestine poursuit ses activités de formations autour de films et de documentaires sur le thème des mécanismes de la domination coloniale.

L'objectif de ces formations est de déconstruire l'histoire officielle ou l'idéologie dominante sur ces questions et de proposer une version alternative et objective de l'histoire. La réflexion sera menée à partir d'éléments d'analyse et de connaissances historiques qui seront proposés au cours de la présentation et discutés au cours des échanges qui s'en suivront. L'accent sera mis sur les liens existants entre les le fait colonial, le néocolonialisme actuel et la résistance des peuples. En ce qui concerne la forme, les échanges se feront à partir de la projection de vidéos-reportage ou d'extraits de films.

Le choix de ce thème pour le cycle des formations ouvertes s'explique par son caractère central pour appréhender à la fois la situation en Palestine mais aussi la nature des rapports Nord-Sud. Partant de l'observation que le colonialisme sioniste forme une synthèse de différentes formes

de colonialisme qui ont prévalu dans l'histoire et que son analyse suppose donc une connaissance plus générale du colonialisme, le Comité Action Palestine a opté dans le cadre des formations pour un ensemble de vidéos traitant du fait colonial. D'autre part, et les soulèvements dans le monde arabe le montrent plus clairement encore, la situation du peuple palestinien et celle du colonialisme juif dépendent étroitement de l'évolution des rapports de force qui opposent l'impérialisme aux peuples du Sud. C'est pourquoi une analyse du néocolonialisme est apparue indispensable, a savoir les modalités actuelles par lesquelles l'occident vise à maintenir ou à réinstaller sa domination économique et politique sur les Nations du Sud. Le colonialisme sioniste et le néocolonialisme occidental ont des destins liés de même que la résistance palestinienne et les résistances des peuples du sud s'entretiennent et se renforcent mutuellement.

L'intérêt de ses formations est donc d'apporter des outils théoriques et des connaissances historiques sur le fait colonial et néocolonial sachant qu'il est impossible de décortiquer l'un sans disséquer l'autre. Pour les classes dirigeantes occidentales, cette réalité est tellement bien perçue et intégrée qu'elles s'agitent dans tous les sens pour préserver l'existence d'Israël. En effet, une probable disparition de l'entité sioniste serait une catastrophe majeure car elle signifierait la fin de la domination occidentale dans toute la région. Dans cette optique, les formations de 2012 comprendront aussi des vidéos sur le fait néocolonial.

Les rapports de force entre sionistes et anti-sionistes de même que les rapports néocoloniaux se jouent aussi à l'intérieur même des pays du Nord. Le sionisme est inscrit au cœur même des Etats occidentaux, ce qui explique le soutien sans faille de ces Etats à Israël. D'autre part, le courant sioniste, par sa domination des sphères de l'Etat dans tout le monde occidental, donne l'orientation de l'offensive

impérialiste et néocoloniale dans les pays du Sud. Enfin ce sont ces mêmes sionistes qui sont les plus fervents propagateurs de l'islamophobie dans l'objectif de scinder et d'opposer les classes populaires selon une logique blancs/immigrés et de délégitimer la cause palestinienne dans les quartiers populaires. Ainsi le néocolonialisme à l'œuvre dans les pays du sud se retrouve sous certaines de ses formes dans les quartiers populaires des pays du Nord, néocolonialisme qui permet de brimer les populations immigrées et de les isoler dans leur soutien à la cause palestinienne. Des formations-vidéos porteront donc sur cette question du néocolonialisme et de l'islamophobie à l'intérieur même des pays occidentaux.

La visée globale de ces formations destinée à un large public est non seulement de permettre de comprendre les phénomènes coloniaux, néocoloniaux et les résistances qu'elles suscitent mais aussi d'inciter chacun d'entre nous à en percevoir les liens réciproques.

Zyed et Bouna

Comité Action Palestine (mai 2015)

Zyed et Bouna ont été victimes deux fois de la violence d'Etat. Une première fois victimes de la police. La deuxième fois de la justice. La double peine de mort est inventée par l'Etat français. Cette violence d'Etat s'abat sans pitié sur cette population paupérisée et issue des anciennes colonies françaises. Depuis longtemps, le racisme d'Etat tue dans les quartiers populaires, tue des Arabes et des Noirs, tue sans espoir de justice pour les victimes et leurs familles.

Violence policière, discriminations et racisme dans tous les domaines, paupérisation massive, tous ces paramètres ont bâti un apartheid à la française. Mais il n'y a rien d'étonnant. La société française et ses institutions sont marquées par une histoire particulière : des siècles d'esclavagisme et de colonialisme. Le racisme est l'âme de ces institutions. Rien d'étonnant donc à cette violence policière raciste, à cette justice raciste, à cette école raciste qui n'hésite pas à envoyer des enfants dans les commissariats de police. C'est une faillite de civilisation qu'Aimé Césaire résumait ainsi : « Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente.Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde ».
Le Comité Action Palestine dénonce le racisme d'Etat et condamne cette décision de justice ignoble. Il salue la mémoire de Zyed et Bouna. Face à cet apartheid à la française, il ne reste qu'une seule voie : la résistance.

Palestine : la résistance jusqu'à la fin du sionisme

Commémoration de la Nakba

Comité Action Palestine (mai 2015)

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l'Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans

terre » a constitué l’un des plus grands mensonges de l’histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d’abord la forme d’une prétendue légitimité internationale lorsque l’Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, recommandant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque-là à peine 7 % des terres. Cette catastrophe, c’est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c’est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont aujourd’hui 7,2 millions, attendent toujours de retourner chez eux.

Depuis son implantation en Palestine, le sionisme n’a jamais eu d’autres buts que le nettoyage ethnique. Terre conquise et non terre promise, telle est la réalité de cette colonisation de la pire espèce qui se poursuit quotidiennement depuis plus d’un siècle maintenant.

Face à ce colonialisme, les Palestiniens n’ont jamais eu d’autres options que la résistance : des révoltes menées dans la Palestine historique en 1936-1939 par Ezzedine al Qassam aux organisations de libération de la Palestine établies dans les camps de réfugiés de Jordanie, de Syrie ou du Liban ; des Intifadas de 1987 et de 2000 à la victoire de la résistance armée à Gaza en 2009 et en 2012, en passant par la libération de cette partie de la Palestine en 2005, les Palestiniens ont toujours fait preuve d’une détermination sans faille. Leur

combat rejoint celui de tous les peuples opprimés. Car Israël est l'instrument du mouvement sioniste mondial et la base géographique de l'impérialisme, stratégiquement placé au cœur du monde arabe et musulman.

Les soutiens traditionnels du sionisme, à savoir les Occidentaux et leurs supplétif arabes, connaissent aujourd'hui une phase critique. Nous assistons à un basculement des rapports de forces à l'échelle mondiale. Les économies occidentales sont en perte de vitesse et se heurtent à la puissance croissante des nations émergentes au sein du réseau d'alliance des BRICS, auquel se rattachent un grand nombre de pays du Sud. La guerre qui se déroule en Syrie, en Irak et au Yémen, est une étape clef dans l'évolution des rapports de force au niveau mondial. Malgré toutes les tentatives impérialistes -avec la collaboration de l'entité sioniste, des pétromonarchies du Golfe et de la Turquie – de semer le chaos et affaiblir ces Etats , l'axe de la résistance n'a pas pu être brisé. Contrairement aux espoirs de certains, les ingérences étrangères et les atrocités commises par les mercenaires n'ont conduit qu'au renforcement de la cohésion nationale des peuples. Grâce à l'implication du Hezbollah, au soutien de l'Iran, mais surtout de la Russie, notamment en Syrie, les forces impérialistes ont été tenues en échec. Cette guerre a principalement révélé le rôle de la Russie comme un élément clef du contre-pouvoir économique et militaire face à l'impérialisme occidental. Le coup d'Etat fasciste en Ukraine, fomenté par les USA et soutenu par plusieurs pays européens, ainsi que les attaques criminelles contre les populations pro-russes, ont pour objectif d'affaiblir le géant russe. Mais il est fort peu probable que cette stratégie, déjà en échec en Syrie et au Moyen Orient, ait la moindre chance de succès, accélérant ainsi le déclin de l'Empire.

L'échec de l'impérialisme à briser l'axe de résistance est de très mauvais augure pour l'entité sioniste. Malgré toute l'énergie déployée, l'entité sioniste n'a pas pu convaincre

son puissant et traditionnel allié d’attaquer l’Iran et d’intervenir directement en Syrie. Par ailleurs, la collaboration renforcée avec l’Etat français et les démonstrations d’allégeance des politiques français ne changent rien à la situation, comme on a pu le constater dans le dossier syrien. Sous l’injonction du CRIF, le gouvernement français peut s’acharner à criminaliser l’antisionisme, à censurer et à accuser d’antisémitisme tous ceux qui critiquent l’Etat sioniste. Mais la France n’étant plus qu’une puissance de second plan au niveau international, et en crise économique profonde, son soutien ne sera d’aucune utilité pour l’avenir à long terme de l’entité sioniste.

En Palestine, la colonisation galopante et la répression massive exercée par l’occupant n’arrivent pas à briser la détermination du peuple. Les Palestiniens ne reconnaissent que la résistance. Ils soutiennent d’abord les organisations qui ne font aucune concession aux sionistes au sujet des bases fondamentales de la cause nationale et qui poursuivent la lutte armée. L’acharnement meurtrier de l’Etat sioniste contre Gaza l’été dernier n’a pas eu raison de la résistance unie des Palestiniens.

Dans cette perspective, le combat pour le droit au retour des 7,2 millions de réfugiés palestiniens (75 % de la population palestinienne) se poursuit, et ce malgré les tentatives de liquidation de ce droit. Il signe l’illégitimité de l’Etat sioniste et démontre, qu’après avoir surmonté de multiples attaques, le peuple palestinien, comme les peuples de la région, n’abdiquera pas. Le cours de l’histoire ne s’est pas arrêté aux portes de la puissance colonisatrice. Bien au contraire, ses jours sont comptés.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c’est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine.

Il réaffirme les quatre principes suivants :

o La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

o Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.

o La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

o La libération de tous les résistants emprisonnés.

Du devoir d’insolence au droit à la résistance contre le racisme ! Conférence-Débat le 29 avril avec Said Bouamama

Conférence-débat avec Said BOUAMAMA,

organisée par le COMITE ACTION PALESTINE,

le 29 avril 2015 à 20h00, Athénée municipal, place St Christoly, Bordeaux

(Tram A et B, arrêt Hotel de Ville)

Si le Comité Action Palestine milite depuis sa création pour le soutien politique inconditionnel à la résistance du peuple palestinien, il considère aussi que ce soutien passe par le

combat ici en France contre le sionisme et contre toutes les formes d'attaque visant à stigmatiser ou à criminaliser ceux qui expriment leur solidarité avec cette cause. En effet, le contexte français est marqué depuis le début des années 2000 par le développement conjoint d'une nouvelle islamophobie et par les atteintes croissantes de la liberté d'expression. L'islamophobie, propagée à grande échelle dans la société française par la classe politique et ses relais médiatiques, est une idéologie qui vise à isoler et à museler la minorité arabo-musulmane parce que sa condition fait d'elle une catégorie contestataire politiquement et solidaire de la cause palestinienne. C'est ainsi que si l'islamophobie d'Etat a principalement reposé sur l'instrumentalisation de la laïcité, la classe politico-médiatique puise dorénavant aussi dans le registre identitaire. Dans la même optique, pour empêcher ou criminaliser les formes de solidarité avec le peuple palestinien ou toute dénonciation du climat islamophobe, l'on a vu se développer les restrictions à la liberté d'expression. Et c'est le climat islamophobe installé par les élites qui permet de justifier que l'on interdise les manifestations pro-palestiniennes de juillet 2014, que l'on condamne des artistes, des militants associatifs ou de simples citoyens pour leurs propos.

Sur les questions de l'islamophobie et de la liberté d'expression, le Comité Action Palestine avait déjà organisé en 2011 un forum et en 2014 une conférence. Le 29 avril prochain, dans le cadre d'un débat public, le sociologue Saïd Bouamama analysera les problèmes liés à la liberté d'expression, l'islamophobie et le racisme.